

International

BRÉSIL : NOUS SOMMES TOUS EN DANGER

Jean Tible

29/11/2018

La victoire du candidat d'extrême droite, Jair Bolsonaro, à la présidence du Brésil, ne laisse d'inquiéter tous les démocrates brésiliens et évidemment bien au-delà. Jean Tible, professeur de sciences politiques à l'Université de Sao Paulo (Brésil), rappelle le contexte politique de cette élection et les différentes et dangereuses positions de Bolsonaro.

La victoire, le 28 octobre 2018, d'un candidat qui pendant la campagne électorale a défendu ouvertement la persécution, la torture, la prison, la mort et l'exil des opposants, est une tragédie pour le Brésil et pour le monde. Vincent Bevins, journaliste connaisseur du Brésil et de l'Indonésie, en a conclu que les discours de Bolsonaro et ses positions politiques sont plus extrémistes que celles du président philippin, Rodrigo Duterte. Mon impression personnelle, après avoir écouté le discours qu'il a prononcé pour ses coreligionnaires le dimanche précédant l'élection, est qu'il a parlé comme un Augusto Pinochet sans autocensure, enivré par son propre autoritarisme.

Et tout cela avec la légitimité que lui ont donné les urnes, avec une large victoire – 55% des suffrages contre 45% à Fernando Haddad. Il est vrai que la confrontation n'a pas été équitable, puisque le candidat favori, Luiz Inacio Lula da Silva, a été envoyé en prison après un procès kafkaïen, l'ayant exclu de la compétition électorale. Qui plus est, le Tribunal supérieur électoral a censuré un entretien accordé par Lula, et la justice électorale a ordonné de retirer les affiches appelant à se mobiliser contre le fascisme, collées sur les murs de plusieurs universités. Il ne faut pas oublier non plus que la campagne a été marquée par les coups bas de la part du camp vainqueur, avec notamment la diffusion massive de fausses nouvelles *via* Whatsapp.

Le premier défi est de comprendre toutes les dimensions de ce funeste événement dans toutes ses dimensions. L'une d'entre elles est la pulsion de mort. En 2007, un film a provoqué un grand enthousiasme. Il s'agit de « Troupe d'élite », de José Padilha, avec le personnage du capitaine Nascimento et sa main de fer. Le capitaine Bolsonaro a joué sur ce fil répressif (présent en continuité dans l'histoire du Brésil). Au cours d'une de ses rares apparitions publiques de campagne avant le deuxième tour, visitant le Bataillon des opérations spéciales (Bope), et après avoir affirmé

que l'un de ses membres serait président, il a terminé son discours par un : « Crâne de mort ! », rappelant en écho la sinistre phrase des fascistes espagnols : « Viva la Muerte ! ».

Une autre dimension à prendre en compte est la sédimentation des discours de haine contre la corruption (en fait contre le Parti des travailleurs, PT), dynamisé par l'opération *Lava Jato* (Lavage express) – Jair Bolsonaro souhaite d'ailleurs que le juge qui a impulsé cette opération, Sergio Moro, soit son ministre de la Justice –, auxquels il faut ajouter ceux qui s'opposant à « l'idéologie du genre » et à la défense de « l'école sans parti », et qui considère l'éducateur Paulo Freire comme un ennemi à éliminer.

Autre élément à considérer, la rébellion contre le système, en réaction à la succession de crises (politique, économique, sociale). En 2014, 70% des Brésiliens souhaitaient des changements, mais c'est le *statu quo* qui a prévalu : l'opposant Aécio Neves n'a pas convaincu et Dilma Rousseff a été réélue. Tout cela permet de comprendre comment un député qui a 30 ans de mandats derrière lui a réussi à se faire passer pour un antisystème.

La gauche n'a pas su profiter de la brèche provoquée par les manifestations de 2013. L'opération « lavage express » a détruit le système politique et a tenté de briser le PT. L'attentat contre Bolsonaro, début septembre 2018, a été décisif, lui permettant d'échapper aux débats – dans les premiers, ses prestations avaient été très mauvaises – et en apparaissant comme une victime – alors qu'il se présentait en bourreau. Depuis qu'il a retrouvé la santé, Bolsonaro a refusé de participer à des débats et a pu ainsi centrer les polémiques électorales sur le terrain de la morale. Celui qui a été ainsi élu est le candidat dont les propositions radicalisent les politiques du très impopulaire (président) Michel Temer (austérité, privatisations, répression). Le chômage qui affecte 13 millions de Brésiliens n'a pas été un thème de campagne.

Facteur important de cette élection : le PT avait déjà utilisé l'argument de la peur pendant la campagne précédente. La réélection de Dilma Rousseff avait en partie été due à la peur du retour des politiques néolibérales des « toucans » (le PSDB, Parti de la social-démocratie brésilienne), mais une fois élue, elle a gouverné dans leur direction. Ce qui a coûté cher au PT et au Brésil. Les avertissements du PT (en 2018) sur les dangers de l'autoritarisme ont eu peu d'écho et Haddad n'a pas réussi à constituer un front démocratique entre les deux tours. Le candidat arrivé troisième, Ciro Gomes, a préféré partir se reposer en Europe, les démocrates de droite et de centre droit se sont révélés peu nombreux. Bolsonaro a été « normalisé ». Ces élections, pour certains, opposaient deux extrémistes. D'autres spéculent sur les prochaines élections. Comble de la situation, le quotidien *Folha de Sao Paulo* a refusé d'étiqueter Bolsonaro d'extrême droite. Ce qui n'empêche pas celui-ci aujourd'hui d'attaquer violemment le quotidien qui a révélé un scandale le concernant (le

Zapgate).

L'image qui paraît refléter le mieux la campagne « pétiste » [du PT] est celle du rappeur Mano Brown qui, quatre jours avant l'élection, a dit à Rio de Janeiro que le PT allait perdre parce qu'il avait perdu le contact avec les secteurs populaires. Alors que ces secteurs ont réellement connu une ascension sociale et une amélioration de leurs conditions de vie avec Lula, ils ont assuré la victoire de Bolsonaro. La dernière semaine de la campagne du premier tour, Bolsonaro était majoritairement rejeté par ces secteurs. Mais à partir de ce moment-là, quelque chose de décisif a joué en faveur de son décollage électoral : l'appui de quelques puissants pasteurs évangélistes ? L'effet d'un sordide réseau de fausses nouvelles ? Initialement, sa candidature avait l'appui des plus riches, il avait gagné la confiance des chefs d'entreprise et avait acquis la confiance et du marché, grâce notamment à sa proximité avec le défenseur acharné du marché, Paulo Guedes, qui devrait être son « super » ministre de l'Économie. L'appui des milieux populaires s'est manifesté au dernier moment. Il aurait pu gagner dès le premier tour s'il avait eu le soutien des femmes pauvres.

Aujourd'hui, toutes les conquêtes sont en danger : celles des peuples et de leurs écosystèmes naturels comme culturels. À quoi peut-on s'attendre ? Un gouvernement (militarisé) de discipline sociale, économique et morale. Une guerre aux pauvres et aux dissidents. Un maccarthysme dans les secteurs de l'éducation et de la culture. Une subordination aux États-Unis (il faut se rappeler ici de la dimension géopolitique du coup d'État) et des tensions en Amérique du Sud (concernant essentiellement le Venezuela). On peut s'attendre à un résultat désastreux, suite aux programmes d'austérité et aux privatisations. La répression sera très dure et les initiatives des mouvements sociaux seront traitées comme des actes terroristes. Le Congrès (des députés) et le pouvoir judiciaire accepteront-ils sans réagir ces actions ? Que vont faire les autres secteurs de la société, en particulier les nombreux utilisateurs des moyens de communication de masse ?

Dans une vidéo diffusée après le premier tour, le rappeur Djonga a dit : « les regards sont fixés sur votre front », rappel de l'ultime avertissement de Pier Paolo Pasolini, « nous sommes tous en danger ». Les nombreuses agressions postérieures aux élections (pour certaines mortelles) montrent bien qu'il s'agit d'une phrase plus actuelle que jamais. Nous sommes résilients, mais sortir de cet abîme prendra du temps et exigera de l'imagination politique créative, et de la solidarité de tous les horizons planétaires.

*Traduction de **Jean-Jacques Kourliandsky**, directeur de l'Observatoire de l'Amérique latine de la Fondation Jean-Jaurès*

La version originale du texte est publiée sur le site [La Diaria](#).

